

Soutien à l'occupation du toit de l'Unedic à Paris par des intermittents, chômeurs et précaires

Depuis hier soir, mardi 24 avril, plusieurs dizaines d'intermittents, chômeurs et précaires occupent le toit de l'Unedic (80 rue de Reuilly à Paris - 12ème arrondissement).

Par cette action, ils entendent rappeler la situation de précarité, sous toutes ses formes, vécue par des millions de personnes dans notre pays.

Cette action intervient alors que le Ministre de l'emploi se prépare à annoncer des chiffres du chômage truqués.

Les directives du Ministère ont contribué à la radiation massive de dizaine de milliers de chômeurs.

L'indemnisation des chômeurs n'a fait que se dégrader sous les réformes successives de l'Unedic.

60% des chômeurs ne sont pas indemnisés.

Le régime d'indemnisation chômage des intermittents est en butte depuis 4 ans à une entreprise de destruction.

Le Medef exige des chômeurs dociles, contraints d'accepter n'importe quel lieu et n'importe quelles conditions de travail ou de salaires pour tirer vers le bas l'ensemble des droits des salariés.

Il a imposé sa vision au sein de l'Unedic, accompagné en cela par certaines organisations syndicales.

La gestion de l'Unedic est de plus en plus opaque. Ceux et celles qui sont directement concernés, les chômeurs et précaires, n'ont pas voix au chapitre dans les négociations Unedic.

L'action qui se déroule actuellement à l'Unedic rappelle que les questions sociales, les questions d'emploi, de revenu sont au coeur des préoccupations de la majorité de la population.

La précarisation généralisée de tous les droits est le résultat des politiques libérales menées depuis 25 ans. La question d'un autre partage des richesses est posée : elle devrait être au cœur du débat politique.

Un emploi, c'est un droit ! Un revenu, c'est un dû !

Présence des organisations de chômeurs et précaires partout où se discute leur sort !